

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le budget de l'Enseignement supérieur rogné de plus d'un milliard

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

TOUT comme ses collègues du gouvernement, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert des technologies a passé, récemment, son "grand oral" à l'Assemblée nationale. Devant les députés, il a justifié, documents à l'appui, les besoins financiers contenus dans le projet de Loi de finances 2020, s'agissant de son département.

Le ministre de l'Enseignement supérieur a expliqué à ses interlocuteurs que l'enveloppe pour exécuter les quatre programmes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est de quatre-vingt-quatre milliards neuf cent vingt et un millions cent quatre-vingt-douze mille deux cent dix-neuf (84 921 192 219 FCFA). Comparativement à l'année 2019, on enregistre une baisse dans cette inscription d'un milliard treize millions huit cent trente-huit mille trois cent quarante FCFA.

L'Enseignement supérieur se voit ainsi attribuer vingt-neuf milliards cent quarante millions quatre cent trente-six mille quatre-vingt-quatre FCFA (29 140 436 084), soit une baisse de ses crédits de deux milliards deux cent douze millions trois cent vingt-neuf mille quinze FCFA (2 212 329 015).

Quant au Programme Recherche scientifique et Innovation, sa ligne budgétaire s'élève à treize milliards trente-sept millions sept cent soixante-treize mille neuf cents FCFA (13 037 773 900). Ce qui représente une baisse de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-douze mille quatre cent quarante-six FCFA (999 492 446).

En revanche, le Programme vie de l'étudiant enregistre une hausse de deux milliards trois cent trente-cinq millions deux cent dix mille cinq cent trente-deux FCFA (2 335 210 532). Il est établi à quarante et un milliards quatre cent cinq millions deux cent trente-huit mille cinq cent quarante-sept FCFA (41 405 238 547). Une augmentation, selon le ministre, à mettre à l'actif du relèvement du chapitre relatif aux bourses et fonctionnement de l'Agence nationale des bourses et stages (ANBG)...

L'on est en droit de se demander si cette dotation budgétaire accordée à l'Enseignement supérieure, sera à la hauteur des nombreuses attentes dans ce département qui gère aussi le fonctionnement de nos universités.

Opposition : Frédéric Massavala Maboumba quitte la CNR

S. MASSASSA
Libreville/Gabon

LE Porte-parole de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), Frédéric Massavala-Maboumba a annoncé, samedi dernier, à la faveur d'une conférence de presse, dans un hôtel de Libreville, sa nouvelle posture politique. Il a décidé de devenir un opposant qui discute avec le pouvoir ; un opposant qui relativise. Ce qui, selon lui, n'a pas été le cas jusqu'ici, du côté de la coalition dirigée par Jean Ping. "L'élection présidentielle de 2016 est trop loin derrière nous, il est trop tard d'en parler maintenant. Et la présidentielle 2023 est trop loin devant nous, et il est trop tôt d'en parler", a déclaré Frédéric Massavala. Toutefois, l'homme estime que le moment est venu, pour les uns et les autres, que ce soit de la majorité ou de l'opposition, de mettre fin à ce qu'il a qualifié de "rhétorique électorale". "J'ai réalisé que le meilleur pour mon pays, dont j'ai cru, à tort, que seul un camp politique pouvait l'assurer, est d'abord une affaire collective et de tous les Gabonais ; sans frontières ni clivage", a-t-il dit. Puis, a-t-il poursuivi, "moi, Massavala Maboumba, je préfère aujourd'hui, revêtir la veste de l'homme d'État qui transcende les clivages subjectifs et tient à l'avenir de son pays."



Frédéric Massavala-Maboumba n'est plus de l'opposition radicale.

«Moi, Massavala Maboumba, je préfère aujourd'hui, revêtir la veste de l'homme d'État qui transcende les clivages subjectifs et tient à l'avenir de son pays».

2018 à Fougamou), est reve-

nu sur les raisons ayant favorisé ces retrouvailles avec ceux qui étaient jusqu'ici comme ses adversaires politiques. "La première était d'ordre spirituel car, j'ai appris à relativiser les choses. La deuxième était de discuter du sort de mes amis qui continuent de subir les affres de la prison. Et la troisième était la nécessité de plaider de mes droits en tant que fonctionnaire, vu qu'après mon arrestation ces émoluments ont été bloqués", a expliqué l'ancien membre du gouvernement sous feu Omar Bongo Ondimba.

Pris à partie sur la toile, depuis son apparition aux côtés de l'ancien directeur de cabinet du chef de l'État, celui qui se considère désormais comme "le premier prisonnier gabonais à compétir à une élection" (Ndlr : les locales de

La Semaine Et maintenant ?

L'ACTUALITE de la semaine écoutée aura été dense. Plusieurs événements et pas des moindres ont eu lieu dans notre pays. On note : le réaménagement du gouvernement, le Conseil des ministres, le début de l'examen du projet de loi de finances 2020 par les députés, et la clôture de la task force sur la santé, etc.

Ce dernier événement mérite sans doute que l'on y revienne. Surtout au regard de la colère que ses résultats ont provoquée chez le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, qui n'a pas manqué d'exprimer sa déception...

On aurait pu revenir sur le remaniement du gouvernement, les répercussions qu'il a eues au niveau du cabinet présidentiel dont l'ancien directeur a été nommé ministre en charge du Suivi de la stratégie des Investissements humains et des Objectifs de développement durable. Histoire de s'interroger si les changements opérés au niveau du cabinet du chef de l'Etat vont entraîner, forcément, des chambardements dans l'administration publique et parapublique, y compris au sein du parti au pouvoir ?

Par rapport aux conclusions de la task force, il convient de rappeler que pour Nkoghe Be-

kale, les participants à ces assises ont laissé un goût d'inachevé. Selon lui, ils n'ont pas voulu "crever l'abcès". Surtout en s'abstenant de réfléchir sur le sort des agents de l'Etat, médecins et autres personnels paramédicaux qui officient dans des officines privées. A ce niveau, le Premier ministre préconise une sorte de gestion privée de nos hôpitaux, en faisant en sorte que ceux qui y officient soient liés par des contrats, avec des sanctions explicitement prévues en cas de manquement.

Dans le fond, au regard de la gravité de la situation dans nos structures sanitaires

publiques, l'idée du Premier ministre mérite d'être approfondie. Toutefois, on est en droit de demander comment Julien Nkoghe Bekale pouvait-il attendre une telle réflexion des experts de la santé, eux-mêmes, en tout cas pour la plupart, auteurs de ladite pratique ?

Maintenant, nombreux espèrent que le Premier ministre prendra des mesures, en sa qualité de chef de l'administration, pour effectivement "crever l'abcès". Il en a et l'autorité et les moyens. Mais aura-t-il seulement le courage ?

ONDOUBA'NTSIBAH